

Pièces justificatives à transmettre impérativement avec votre dossier

I - Pièces justificatives relatives aux promoteurs	
Nouveaux partenaires (Pièces justificatives à retourner peu importe le montant de l'aide sollicitée)	
Associations – Mutuelles – Comité social économique (Cse) - Fondations	Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) – Autres personnes publiques
☐ Récépissé de déclaration en Préfecture (ou dernier récépissé de modification à jour) et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE). ☐ Pour les Cse : procès-verbal des dernières élections constitutives. ☐ Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire du financement prévu par la présente convention ☐ Statuts datés et signés en vigueur ☐ Relevé d'identité bancaire ☐ Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois ☐ Compte de résultat N-1 relatif à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1). ☐ Bilan comptable N-1 (si l'association existait en N-1) ou dernier bilan disponible (ou éléments de bilan). ☐ Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4) ☐ Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)	Pour les EPCI : ☐ Arrêté préfectoral portant création et détaillant le champ de compétence Pour les autres personnes publiques ((hors communes, départements, régions) ☐ Décret ou arrêté de création (ex : établissements publics de santé) Pour les EPCI et les autres personnes publiques (hors communes, départements, régions) : ☐ Statuts datés et signés en vigueur (détaillant les champs de compétence) Pour les Epci et les autres personnes publiques : ☐ Numéro de SIREN / SIRET ☐ Relevé d'identité bancaire
	Entreprises – groupements d'entreprise – Sociétés ☐ Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois ☐ Numéro SIREN/SIRET pour l'entité bénéficiaire du financement prévu par la présente convention ☐ Statuts datés et signés en vigueur ☐ Relevé d'identité bancaire

	☐ Compte de résultat N-1 relatif à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1) ☐ Bilan comptable N-1 (si l'entreprise existait en N-1) ou dernier bilan disponible (ou éléments de bilan) ☐ Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4) ☐ Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)		
<p align="center">Partenaires ayant déjà obtenu un financement Caf durant les deux dernières années</p> <p align="center"><i>Pièces justificatives à transmettre seulement pour les aides sollicitées d'un montant supérieur à 23 000 €). Pour les aides inférieures à ce seuil, la transmission d'une attestation de non-changement est suffisante.</i></p>			
<p align="center">Associations – Mutuelles – Comité social économique (Cse) - Fondations</p>	<p align="center">Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) – Autres personnes publiques</p>		
☐ Attestation de non-changement de situation ☐ Liste datée de moins de 12 mois des membres du conseil d'administration et du bureau ☐ Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1) ☐ Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4) ☐ Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="794 1160 1402 1279"> ☐ Attestation de non-changement de situation </td> </tr> <tr> <td data-bbox="794 1279 1402 1995"> <p align="center">Entreprises – groupements d'entreprises</p> ☐ Attestation de non-changement de situation ☐ Attestation d'immatriculation RNE datant de moins de 3 mois ☐ Bilan comptable N-1 ou dernier bilan disponible ☐ Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4) ☐ Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5) </td> </tr> </table>	☐ Attestation de non-changement de situation	<p align="center">Entreprises – groupements d'entreprises</p> ☐ Attestation de non-changement de situation ☐ Attestation d'immatriculation RNE datant de moins de 3 mois ☐ Bilan comptable N-1 ou dernier bilan disponible ☐ Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4) ☐ Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)
☐ Attestation de non-changement de situation			
<p align="center">Entreprises – groupements d'entreprises</p> ☐ Attestation de non-changement de situation ☐ Attestation d'immatriculation RNE datant de moins de 3 mois ☐ Bilan comptable N-1 ou dernier bilan disponible ☐ Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4) ☐ Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)			

**ATTESTATION DE NON-CHANGEMENT DE SITUATION D'UNE ASSOCIATION /
MUTUELLE / CSE / FONDATIONS**

Je, soussigné(e) :

En qualité de Président(e)

De l'association

Dont le siège est situé

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (cases à cocher) :

☐ Récépissé de déclaration en Préfecture

☐ Procès-verbal des dernières élections constitutives (Pour les Cse)

☐ Numéro SIREN/SIRET

☐ Statuts

☐ Relevé d'identité Bancaire ou Postal

Fait à

Le

Joindre :

- La liste datée de moins de 12 mois membres du bureau (nom et qualité) et du Conseil d'Administration
- Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)
- Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4)
- Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)

Signature et cachet :

**ATTESTATION DE NON-CHANGEMENT DE SITUATION D'UNE COLLECTIVITE
TERRITORIALE / EPCI / AUTRES PERSONNES PUBLIQUES**

Je, soussigné(e) :

En qualité de Maire(e) ou Président(e) :

De la commune ou intercommunalité

Située

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (cases à cocher) :

Pour les EPCI :

☐ Arrêté préfectoral portant création et détaillant le champ de compétence

Pour les autres personnes publiques ((hors communes, départements, régions

☐ Décret ou arrêté de création (ex : établissements publics de santé)

Pour les EPCI et les autres personnes publiques (hors communes, départements, régions) :

☐ Statuts datés et signés en vigueur détaillant les champs de compétence

Pour les Epci et les autres personnes publiques :

☐ Numéro de SIREN / SIRET

☐ Relevé d'identité bancaire

Fait à

Le

Joindre :

- Les pièces ci-dessus ayant fait l'objet d'une modification ou dont la période de validité est dépassée.

Signature et cachet :

**ATTESTATION DE NON-CHANGEMENT DE SITUATION D'UNE ENTREPRISE OU
GROUPEMENT D'ENTREPRISES**

Je, soussigné(e) :

En qualité de Président(e) :

De la société

Dont le siège est

Certifie qu'il n'y a pas de changement concernant (cases à cocher) :

☐ Numéro SIREN/SIRET

☐ Statuts

☐ Relevé d'identité Bancaire ou Postal

Fait à

Le

Joindre :

- Dernier bilan comptable disponible ou N-1
- Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois
- Les pièces ci-dessus ayant fait l'objet d'une modification ou dont la période de validité est dépassée.
- Une attestation sur l'honneur de probité et de non-condamnation datée et signée (annexe 4)
- Une déclaration d'intérêts datée et signée (annexe 5)
- Les pièces ci-dessus ayant fait l'objet d'une modification ou dont la période de validité est dépassée.

Signature et cachet :

II – Pièces justificatives relatives à l'aide à l'investissement

Eléments relatifs à l'opération

Dans le dossier de demande d'aide :

☐ Le descriptif de l'opération indiquant, notamment les motifs, le lieu d'implantation et son opportunité géographique

☐ Le plan de financement prévisionnel complété incluant les différents postes de dépenses par nature et les recettes prévisionnelles (financements obtenus ou sollicités)

☐ L'acte d'engagement du bénéficiaire signé par la personne habilitée en précisant le nom et la qualité du signataire et la date

☐ Devis, avant-projet sommaire ...

Pour les devis, une mise en concurrence doit être réalisée et les devis retenus doivent être joints au présent dossier pour toutes les dépenses faisant l'objet de la présente demande

☐ Document récapitulatif des différents devis retenus par le gestionnaire devra être fourni (cf. annexe 1 du dossier ou document équivalent)

☐ En cas de travaux : les plans de la future réalisation

☐ Pour les associations : fournir un acte hypothécaire ou caution pour une demande de prêt supérieur ou égal à 23 000 € (à communiquer à la signature de la convention).

Eléments relatifs à la structure financée

Dans les cas de figure le permettant :

☐ La copie de la police d'assurance garantissant le bien faisant l'objet de la demande d'aide financière (ex : assurance habitation pour la structure financée).

Dans certains cas, l'attestation sera à transmettre a posteriori du dépôt de demande d'aide, au moment du paiement de la subvention et/ou du prêt (ex : achat de véhicule, création de structure, etc...).

En cas de travaux de création ou d'extension de la structure :

☐ Le budget prévisionnel de la première année de fonctionnement de la structure financée après réalisation de l'opération et nombre d'actes prévisionnels de la première année de fonctionnement suivant la réalisation de l'opération (Cf. annexe 2)

En cas de travaux :

☐ Les justificatifs relatifs aux conditions d'occupation du terrain d'implantation et/ou conditions d'occupation des locaux (photocopie du titre d'occupation du terrain ou des locaux, certificat de propriété ...)